

LIBREVILLE, 14 novembre (Infosplusgabon) - La troisième Assemblée générale du Réseau africain de la commande publique (RACoP) a démarré ses travaux, lundi à Abidjan, à des fins de partage d'expérience entre responsables des pays membres du RACoP et de mise à niveau des différents acteurs avec des experts issus des pays dotés des meilleurs systèmes de commande publique.

« L'enjeu de cette Assemblée générale est de consolider les acquis de la commande publique sur le continent africain et de renforcer son rôle en tant qu'instrument de développement durable », a déclaré à l'ouverture de l'Assemblée, Mme Massanfi Bamba, présidente de l'Autorité nationale de régulation des marchés publics de la Côte d'Ivoire et présidente du Réseau africain de la commande publique.

« Ce cadre offrira l'occasion aux membres du RACoP d'échanger avec des experts sur les innovations les plus récentes en matière de commande publique et de se positionner en levier majeur pour la mise en œuvre des politiques de développement en Afrique. Nous devons aller vers la création d'écosystèmes nationaux pour la commande publique », a-t-elle ajouté.

Mme Swazi Tshabalala, première vice-présidente du Groupe de la Banque africaine de développement, partenaire du RACoP, a salué l'initiative du renforcement des capacités des acteurs de la commande publique, qui devrait permettre de poursuivre les mutations sur le continent. « Les commandes publiques doivent réduire les inégalités sociales et contribuer à l'innovation. La Banque africaine de développement continuera d'appuyer durablement le RACoP pour atteindre ces objectifs de développement », a souligné Mme Tshabalala.

« Les attentes sont fortes, a relevé M. Elhadj Malick Soumaré, représentant de la Banque islamique de développement en Côte d'Ivoire. La commande publique est un élément stratégique pour atteindre les objectifs de développement. Il faut travailler à une feuille de route bien élaborée pour y parvenir. »

Représentant de la Banque mondiale à la cérémonie, M. Awanyo Kofi a appelé à une

digitalisation de la commande publique pour accélérer les procédures, à une amélioration du système des marchés publics et à une interaction entre les Etats. « Nous devons avoir une plateforme commune, réfléchir à nos réalisations, à de nouvelles idées, renforcer notre engagement et arriver à une différence significative dans la vie de nos populations », a-t-il appelé.

M. Aboutraahmane Cissé, ministre et Secrétaire général du gouvernement de la Côte d'Ivoire, a souligné la rareté des ressources, en ces temps marqués par les effets de la pandémie de Covid-19 et la guerre russo-ukrainienne : « nous avons l'obligation de faire en sorte que chaque centime obtenu soit utilisé de façon la plus optimale. Il nous faut ainsi un marché de la commande publique des plus optimisés ». Selon M. Cissé, le thème de l'Assemblée générale du RACoP symbolise le fait d'avoir des procédures de passation de marché modernes et transparentes.

« La commande publique doit être un levier de développement du secteur privé et des petites et moyennes entreprises en Afrique », a-t-il conclu.

« Partenariat public-privé pour le développement des infrastructures en Afrique », « Renforcement du rôle des entreprises appartenant à des femmes, et petites et moyennes entreprises, grâce à la commande publique », « Mécanismes de règlement des différends : commissions de règlement de différends et initiatives d'accompagnement de la Banque africaine de développement auprès des Cours d'arbitrage » sont autant de thèmes prévus lors de cette troisième Assemblée générale du RACoP, qui doit s'achever le 16 novembre prochain.

Les représentants de quarante trois pays africains ont formellement créé le Réseau Africain de la commande publique (RACoP) en octobre 2018 à Lomé, au Togo, en signant ses statuts. L'objectif principal du RACoP est d'offrir une plateforme d'apprentissage et de réseautage aux décideurs, régulateurs et praticiens de ses pays membres en matière de commande publique. Le RACoP est le plus grand réseau formel de commande publique, et il comprend presque tous les pays africains, regroupés en cinq réseaux sous-régionaux.

Le Groupe de la Banque africaine de développement est la principale institution du financement du développement en Afrique. Il comprend trois entités distinctes : la Banque africaine de développement (BAD), le Fonds africain de développement (FAD) et le Fonds spécial du Nigeria (FSN). Représentée dans 41 pays africains, avec un bureau extérieur au Japon, la Banque contribue au développement économique et au progrès social de ses 54

Etats membres régionaux.

FIN/INFOSPLUSGABON/MKJ/GABON2023

© Copyright Infosplusgabon